PS

l'hebdo des socialistes

N°809

DU 6 AU 12 FÉVRIER 2016

PARTI SOCIALISTE.FR
@PARTISOCIALISTE

1,5 €

Rassembler les socialistes **pour rassembler la gauche**

« C'est la plus importante réunion des secrétaires de section de ces dix dernières années », s'est réjoui le Premier secrétaire au vu de l'affluence à la Mutualité dimanche 31 janvier. Organisés autour de la lutte contre la précarité, les débats y ont été francs et constructifs. Jean-Christophe Cambadélis a souligné l'importance des secrétaires de section qui *« ont un travail souvent compliqué »*, consistant à la fois à *« animer politiquement leur section, faire passer dans l'opinion les propositions et les actions des socialistes, et rassembler tous les socialistes ». « Le Parti socialiste est un grand parti, et si nous avançons, c'est grâce à l'ensemble des secrétaires de section qui ne comptent pas leur temps »*, les-a-t-il remercié.

LA JUSTICE AU CŒUR

La lutte contre la précarité et les mesures pour l'emploi étaient discutées lors de ce rendez-vous militant.

La première table ronde, animée par Pascale Gérard, Secrétaire nationale au travail, à l'emploi et à la formation avait pour thème « la relance de l'économie et la priorité à l'emploi ».

« *Sur la thématique de l'emploi, le Parti socialiste avait œuvré avant 2012 pour faire des propositions* », a rappelé Pascale Gérard. « *De nombreuses choses ont déjà été faites, comme les emplois d'avenir, la loi sur la formation professionnelle, la création du compte personnel de formation etc.* » Mais « *il reste beaucoup à faire* ». Elle cite notamment le compte personnel d'activité « *qui permettra à tous d'avoir une lisibilité de ses droits et de mieux choisir sa trajectoire* » ou encore la formation de 500 000 chômeurs de longue durée.

Selon Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFDT, le « *seul chemin* » pour sortir de la crise actuelle du marché de l'emploi est « *l'économie de la qualité* », qui nécessite de « *changer la gamme de nos produits* », mais aussi de mieux répondre aux aspirations de la société en terme de transition énergétique ou de besoins liés à l'allongement

de la durée de vie. Pour elle, le pacte de responsabilité était « *un pari gagnant gagnant* », afin de « *redonner de la marge de manœuvre aux entreprises* ». Il est nécessaire désormais de tirer un bilan et « *d'être exigeant envers les entreprises* » en ce qui concerne l'emploi.

L'ENJEU ÉDUCATIF

« *Le diplôme ne doit pas être une barrière* » à l'emploi, estime Catherine Barbaroux, présidente de l'Adie, association qui aide les personnes exclues de l'emploi. « *Il faut simplifier les outils de validation des acquis de l'expérience, que la formation tout au long de la vie soit a compagnée* ».

Carine Seiler, directrice du pole politique de formation de Sémaphores a cité quelques chiffres pour souligner l'ampleur du problème : Chaque année, entre 120 et 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification. . « *Il y a un enjeu de qualification si on veut préparer l'avenir* ». Le plan massif de formation annoncé par le Président va dans le bon sens.

Laurent Grandguillaume est à l'origine de la proposition de loi « *zéro chômeurs de longue durée* ». Il rappelle le chômage de longue durée coûte environ 15 000 euros par an. « *Pourquoi ne pas affecter ces sommes à l'économie sociale et solidaire ?* » Un fonds national serait chargé de récolter et de redistribuer les sommes économisées. Il faut également regarder « *quels sont les coûts évités en terme de santé, d'intégration…* »

« *Si on expérimente dans les territoires des idées nouvelles, on pourra combattre ce fléau qui est le chômage, mais bien d'autres aussi* », juge-t-il en précisant que la mesure pourrait être élargie à tout le territoire dans cinq ans, si elle fonctionne.

COMMENT AGIR FACE AUX PRÉCARITÉS DU QUOTIDIEN

La seconde table ronde, animée par Kamel Chibli, portait sur « *la lutte contre les précarités du quotidien* », un sujet qui touche au logement, à l'insertion par l'économie, à la mixité dans nos territoires.

Même si elle ne va « *jamais assez loin* », la gauche agit sur chacun de ces sujets, rappelle le SN : le plafond de la CMU a été rehaussé, bénéficiant à 300 000 personnes supplémentaires, l'allocation de rentrée a été augmentée, la garantie jeunes bénéficie à ceux qui sont éloignés du monde du travail…

« *La question du logement est première pour que des personnes puissent avoir un projet professionnel* », souligne Frédérique Kaba, directrice des missions sociale de la fondation Abbé Pierre, après avoir redonné les chiffres édifiants du mal logement : « *Aujourd'hui, plus de 15 millions de personnes souffrent du mal logement, il est temps que nous puissions par des actions liées à la réduction des coûts des loyers, permettre aux ménages de rétablir leur citoyenneté et leur capacité à vivre comme tout le monde.* »

PAUVRETÉ EN HAUSSE

« *Nous sommes inquiets de la situation de la pauvreté dans le pays* », abonde Florent Gueguen, directeur de la fédération nationale des associations de réinsertion sociale, qui regroupe 2500 associations oeuvrant dans l'accompagnement des sans-abris, des demandeurs d'asile, dans l'insertion par l'emploi… « *Il y a un taux de pauvreté très élevé, 14 % de la population. On voit aussi des populations dont la pauvreté s'intensifie, des personnes qui sont avec moins de 600 euros par mois pour vivre.* » Face à ce constat, quelles réponses des pouvoirs publics ? Si Florent Gueguen note que « *les associations soutiennent pleinement le plan proposé par le président de la République d'accompagner 500 000 chômeurs* », il estime que ça ne suffira pas. « *Il faut intervenir sur les freins périphériques à l'emploi.* » Soit augmenter les emplois aidés, favoriser le passage vers l'emploi classique, réformer les minima sociaux afin que ceux qui y ont droit les demandent…

François Pupponi député maire de Sarcelles et président de l'Anru insiste sur la question du logement. Au-delà des constructions supplémentaires, il faut se poser de l'emplacement. « *Est-il responsable de continuer à reloger les populations fragiles là où elles sont déjà en grand nombre ?* », s'interroge-t-il ? « *il faut mettre les personnes dans les endroits où les collectivités locales ont la capacité de s'en occuper* », ce qui est le sens de la loi préparée actuellement au Parlement.

LES JEUNES PARTICULIÈREMENT TOUCHÉS PAR LA PRÉCARITÉ

La troisième table ronde évoquait elle les *« précarités de l'avenir »*, qui touchent notamment les jeunes. Pour Estelle Grelier, la refondation de l'école menée par la gauche doit s'orienter vers la formation professionnelle.

Clément Dherbecourt, de France Stratégie, a mené une étude sur la reproduction sociale et l'échec scolaire dans les classes populaires. Il révèle de profondes inégalités territoriales, *« liées à des différences d'accès à l'éducation plus qu'au développement économique »*. Ainsi, *« si vous naissez en Ile-de-France dans un milieu ouvrier, vous avez de bonnes chances de promotion sociale, mais dans le Pas-de-Calais, cette proportion est beaucoup plus faible »*.

Pour réduire ces écarts, il propose d'abord de revoir *« le pilotage de l'offre scolaire et universitaire au niveau local »*. Dans certains endroits, on oriente beaucoup vers les filières professionnelles, car *« on l'a toujours fait »*. Il faut ensuite revoir l'allocation de moyens pour assurer plus d'égalité. Le troisième enjeu est *« la mobilité géographique »*, car *« les enfants des classes populaires sont peu mobiles »*. Comment dès lors leur donner des ressources pour continuer leurs études, surtout quand leur région d'origine offre peu de choix ?

LES INVISIBLES

Claire Caboche, de l'unsa, évoque ses recherches sur *« la jeunesse invisible »* menées pour une thèse avec Philippe Mérieux. Ce sont ces jeunes, de 15 à 29 ans, *« ni en emploi, ni en formation, ni en accompagnement »*. Ils étaient 3 millions en 2012, dont 40% issus des couches sociales défavorisées. Si *« la refondation de l'école a permis de corriger des pratiques de type élitiste à l'école pour s'occuper de ceux en phase de décrochage »*, il faut également s'occuper du *« stock »*, ces jeunes *« installés dans la précarité et l'invisibilité totale »*. Ce qui passe d'abord par le fait d'aller les chercher sur le terrain, puis de les remettre en formation pour enfin aboutir à l'emploi.

Jean-Marc Borello président du directoire du groupe SOS plaide lui pour changer de logique afin de miser sur l'économie au service de l'intérêt général qu'est l'économie sociale et solidaire. Pour Jérôme Guedj, le cœur du projet socialiste *« c'est la question sociale »*. Sur tous les sujets, *« la promesse de l'égalité »* est centrale. Ainsi, *« les services publics, les collectivités territoriales »* ont un rôle majeur pour *« corriger les inégalités de l'avenir »*.

UN NOUVEAU SITE INTERNET POUR LE PS

Le Parti socialiste se dote d'un site internet rénové, véritable *« vaisseau amiral »* du nouveau dispositif de communication, comme l'explique Rachid Témal, SN à la coordination. L'idée est d'offrir des outils performants aux militants et aux sympathisants en quête d'information sur le parti.
Divisé en quatre grandes parties –Les socialistes, comprendre, débattre, agir– le site mettra en avant les productions du parti. Ainsi, dans la rubrique *« les socialistes »*, les SN pourront écrire des billets sur leurs thématiques.
De même, les futurs Cahiers de la présidentielle seront mis en valeur sur le site, ainsi que les débats et les auditions qui mèneront à leur élaboration. Des pastilles vidéos — 10 mn pour comprendre — aborderont différentes thématiques dans une logique d'information, et de formation des militants.
Une rubrique d'information régulière, nommée *« Le 17h »* permettra de donner la position du Parti socialiste sur des questions d'actualité. Dans la partie *« Comprendre »*, les articles donneront la position du PS sur les grands sujets, en l'opposant aux propositions de la droite et de l'extrême-droite.
Enfin il sera possible de retrouver facilement toutes les campagnes du PS ainsi que les différentes revues dans le kiosque.

STÉPHANE LE FOLL

Mon intervention portera sur un sujet, celui de l'exercice de la responsabilité. J'ai parfaitement conscience en venant ici ce matin des doutes, des questions, des critiques, qui peuvent traverser légitimement le Parti socialiste, et aussi chaque individu, engagé, chaque camarade. Mais je veux vous dire que dans cet exercice du pouvoir et de la responsabilité, il y a des choses qu'on peut anticiper, des choses qu'on peut prévoir, et il y a aussi une confrontation à des défis qui arrivent alors qu'on ne les avait pas prévus, à des défis aussi qui sont bien plus profonds à relever que ce qu'on avait pu nous-mêmes anticiper dans l'opposition, et l'exercice de la responsabilité, c'est de faire en sorte qu'un grand pays comme le nôtre garde sa place, joue son rôle, et garde surtout son unité.

Le 13 novembre ont eu lieu des attentats, et en début d'année aussi, qui, soyons tous objectifs, par leur ampleur, par le drame et par le choc qu'ils ont provoqué, étaient inenvisagés, voire inenvisageables pour certains.

Cette réalité, quand elle arrive, il faut être capable d'y faire face. Parce que, un peuple, une société, un grand pays comme le nôtre, quand il est percuté par des chocs comme ceux-là, il faut être capable de tenir à la fois les valeurs, et celles de la République ont été rappelées, mais aussi de faire face aux angoisses, aux doutes, et aux colères des Français.

L'EXERCICE DE LA RESPONSABILITÉ, C'EST DE FAIRE EN SORTE QU'UN GRAND PAYS COMME LE NÔTRE GARDE SA PLACE, JOUE SON RÔLE, ET GARDE SURTOUT SON UNITÉ.

Et à ce titre, le débat sur la réforme constitutionnelle, sur l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, je voudrais que chacun mesure que ce débat ne peut pas être dissocié du contexte dans lequel il a été mené, que face aux menaces qui existent et qui sont toujours présentes, quand on est en responsabilité à la tête du pays, et ça a été le cas du président de la République au moment du congrès, il faut être capable de répondre aux peurs et aux colères et de tenir en même temps sur les valeurs et l'unité du pays. C'est une vraie question, elle n'est pas facile.

Il fallait aussi s'adresser aux Français, et leur dire qu'il y a un moment, les principes, les valeurs qui sont les nôtres, celles en particulier liées à la nationalité, la gauche a toujours porté une idée assez simple, ce n'est pas les religions, la couleur, qui font les nations. C'est le partage d'un destin commun.

Cette question nous a été posée, avec ceux qui ont commis ou organisé ces attentats. Peuvent-ils rester Français ? Le président de la République a fait une proposition. Le débat a permis d'aboutir à la solution présentée par le Premier ministre mercredi dernier.

Au-delà du principe et des débats, nous devons être capable d'assumer cette responsabilité, face à un pays qui aurait pu faire le choix du pire et qui a été tenté d'ailleurs de le faire. Rappelons-nous les scores du Front national.

JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Aujourd'hui, l'Histoire nous mord la nuque. Aujourd'hui, nous sommes confrontés non pas à une crise comme nos devanciers, mais à des crises conjointes.
Il y a deux voies possibles qui s'ouvrent à nous dans la période que nous traversons : le rassemblement ou la décomposition. Pour l'instant, rien n'est dénoué, la République est en jeu. Oui, dans cette année, il y eu ce premier événement, cette confrontation avec le terrorisme, avec la guerre asymétrique, menée aujourd'hui contre Daech, avec des conséquences dans tout le bassin méditerranéen. Et il y a eu le 13 novembre. Ce jour-là, des hommes ont tiré dans le tas, assassinant aux terrasses des cafés, dans des lieux où la jeunesse avait pris ses quartiers pour s'amuser. À la suite de ce moment terrifiant, le moment du rassemblement fut le discours du Président de la République devant la représentation nationale réunie en Congrès, à Versailles.

Dans ce moment, le Président a su trouver les mots, il a su nommer les choses, permettant d'incarner la Nation dans l'épreuve. Il a su rassembler tous les Français pour dire cette vérité, elle aussi historique : le peuple de France ne cèdera pas face à la barbarie.

2016 SERA UNE ANNÉE DE TRANSITION CAR CE QUI SE JOUERA, C'EST L'AVENIR DE LA RÉPUBLIQUE, TELLE QUE NOUS LA CONCEVONS.

Nous avons été confrontés, nous socialistes, à une conjoncture politique particulière, qui n'a certes pas la gravité historique des évènements que nous venons d'évoquer – encore que… le souverainisme hante l'Europe - mais qui marque et matrice le moment politique que nous traversons. Ainsi, environ 30 % des électeurs ont fait le choix, dans les élections départementales puis régionales, de voter sans honte, en l'assumant, pour une organisation qui ne cache pas son souverainisme xénophobe.

2016 sera une année de transition car ce qui se jouera, c'est la restructuration du champ politique, c'est le visage de la France, c'est l'avenir de la République, telle que nous la concevons.

Nous sommes définitivement entrés dans le tripartisme avec : l'extrême droite, le Parti Les Républicains, qui s'allient avec l'UDI et le Parti socialiste qui s'allie parfois, et pas assez souvent, avec d'autres formations politiques de gauche. Au final, la question qui est posée, ce n'est pas l'alliance au second tour, c'est d'être au second tour.

Une période politique épouvantable peut s'ouvrir, la gauche n'ayant pas pu assurer son rassemblement. Pour ma part, je ne m'y résous pas. Je ne me résous pas à voir la droite arriver au pouvoir. Si j'ai cette analyse, si je regarde le champ stratégique, je me dis qu'il faut que le Parti socialiste soit en capacité d'être dans toutes les élections au second tour. Et donc j'essaie de rassembler et de dépasser le Parti socialiste. C'est le sens de l'Alliance populaire.

10, rue de Solférino, 75333 Paris - Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 77 52 • hebdo@parti-socialiste.fr • **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** • Razzy Hammadi • **RÉDACTRICE EN CHEF** • Sarah Nafti • **PHOTOGRAPHE** • Mathieu Delmestre • **MAQUETTE** • Florent Chagnon • **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé • **N° DE COMMISSION PARITAIRE** : 1118P11223 • **ISSN** 127786772 • "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 29 000 exemplaires